

La lutte contre les Grands projets inutiles imposés : Du refus de l'extractivisme au choix d'une société du Bien-vivre

Paul Ariès

Source : <http://forum-gpii-2012-ndl.blogspot.be>, juillet 2012

La tenue de ce deuxième Forum européen contre les Grands projets inutiles imposés est à la fois une mauvaise nouvelle et une excellente nouvelle...

Mauvaise nouvelle car il signifie que le capitalisme productiviste est en train de passer à la vitesse supérieure en matière d'adaptation à ses propres besoins de la planète, des espaces, des infrastructures et de l'humanité (transhumanisme).. Mauvaise nouvelle aussi car les forces politiques et sociales sous-estiment trop la dangerosité de ces projets, dénonçant simplement des politiques d'images comme le greenwashing. Le capitalisme vert est bien un vrai projet, un grand projet dont nous commençons à percevoir les contours dans tous les domaines à l'échelle mondiale. Je rêve donc que ce Forum soit un cri d'alerte qui puisse être entendu par l'ensemble des mouvements qui luttent pour poursuivre le mouvement historique d'émancipation. Mauvaise nouvelle donc puisque si nous sommes mobilisés contre ces grands projets inutiles imposés c'est que le capitalisme est en train de passer un nouveau cap.

Ce Forum est toutefois une excellente nouvelle car il témoigne qu'une convergence est en train de se réaliser non seulement entre le social et l'écologie, non seulement entre le politique et l'éthique mais entre les luttes engagées dans les pays du Sud et celles qui se développent dans toute l'Europe contre les projets nuisibles. Ce Forum est donc une excellente nouvelle car il est le signe d'une capacité nouvelle à (re)politiser des enjeux trop longtemps considérés comme secondaires... Nous renouons ainsi avec la longue histoire des résistances populaires contre ce que les puissants ont toujours présenté comme le progrès et qui n'est que l'organisation de la société, du monde, de la conception même de la vie au service d'une petite minorité. Nous sommes aujourd'hui les descendants des paysans refusant le passage de la faucille à la faux, ceux des communautés se mobilisant pour défendre leurs droits au ramassage des bois morts, au glanage, ceux des ouvriers cassant certaines machines, ceux des villages mobilisés contre l'implantation des grands barrages, etc. Nous avons derrière nous une longue histoire dont nous pouvons être fiers.

Les mouvements socialistes étaient encore très sensibles à ces questions au 19e siècle. Il suffit pour s'en convaincre de relire leurs critiques de la ville et de l'industrialisation. Il a fallu la montée de l'économisme (cette idée que « plus serait forcément égal à mieux »), il a fallu une vision linéaire et déterministe de l'histoire avec l'idée d'un enchaînement automatique des modes de production (après le capitalisme, étape nécessaire, viendrait nécessairement le socialisme...), il a fallu le renoncement à mener la lutte dans le champ de la consommation et même de la production (avec le sabotage des mouvements coopératifs), il a fallu finalement que nous réduisions le combat à la seule question d'un partage plus juste du gâteau, sans s'interroger sur sa recette (qu'est-ce qu'on produit ? comment et pour quels besoins ?) pour que les gauches perdent le mode d'emploi de la critique des grands projets capitalistes. Nous avons accepté les modes de

vie qui sont ceux du capitalisme, oubliant que le capitalisme n'est pas seulement un système économique reposant sur l'exploitation mais un style de vie, avec ses aménagements, ses produits spécifiques. Nous avons oublié majoritairement chemin faisant que si le capitalisme donne à jouir ...il s'agit d'une mauvaise jouissance, d'une jouissance d'emprise, d'une jouissance d'avoir, celle du « Toujours plus » (de richesses économiques et de pouvoir).

Un petit village antiproductiviste a bien toujours résisté mais tellement minoritaire, tellement ridiculisé qu'il avait presque fini par devenir pessimiste. Nous avons su cependant au 20e siècle entretenir cette critique des modes de vie capitalistes et productivistes et des grands projets qui leurs sont consubstantiels, avec la critique des éléphants blancs en Afrique, ces mégaprojets sans rapport avec les besoins réels de la population, avec le choix d'une médecine aux pieds nus et des dispensaires plutôt qu'une fuite en avant dans l'industrialisation médicale, avec les travaux d'Illich et de tant d'autres sur la santé, sur l'école, sur l'économie vivrière. Nous avons refusé le nucléaire, le bétonnage des rivières, la gentrification urbaine. Nous ne partons donc pas de rien ni sur le plan théorique ni sur le plan matériel. Ce qui est nouveau cependant et dont témoignent non seulement ce Forum mais le renouveau des mobilisations contre les Grands projets inutiles imposés, c'est que nous pouvons enfin renouer avec un antiproductivisme enfin optimiste. Le Sarkophage, journal des gauches antiproductivistes, salue donc votre Forum. Nous savourons plus particulièrement deux choses dans ces mobilisations.

1) Cette critique des Grands projets inutiles imposés nous (re)vient d'abord des pays les plus pauvres, notamment de l'Amérique du Sud et de l'Afrique. Nous devons nous mettre à l'écoute de tous ces nouveaux gros mots qui se cherchent pour dire les nouveaux chemins d'émancipation : le sumak kawsay des amérindiens, le Buen-vivir équatorien et bolivien, la vie pleine en Inde, l'eudémonia, la vie bonne, en Grèce, etc. Tous ces « nouveaux gros mots » participent au renouvellement de la pensée politique et des formes d'organisation, des modalités de la résistance. Ce combat contre les Grands projets inutiles imposés est l'une des formes que prend l'engagement pour le Buen-vivir (le Bien vivre) à travers non seulement des expériences de luttes mais un bagage conceptuel nouveau.

Les plus pauvres nous ont fait cadeau ces dernières années du concept d'extractivisme et d'anti-extractivisme qui ne condamne pas seulement le pillage des ressources naturelles et le saccage de la planète mais dénonce toutes les logiques de « maldéveloppement » imposées aux peuples. Notre combat contre les Grands projets inutiles imposés est pour moi la traduction européenne de ce combat contre l'extractivisme prédateur. L'extractivisme désignait au départ les activités de prélèvement et de commercialisation des produits de la forêt (bois, gomme, fibres, fruits). Cette notion s'est étendue ensuite à toutes les industries qui supposent d'exploiter TOUJOURS PLUS les ressources (charbon, pétrole, etc), mais aussi aux mono-industries agricoles et aux grandes infrastructures. Ce mouvement contre l'extractivisme est né au Brésil dans la lignée du mouvement des paysans sans terre. Ces mêmes communautés ont fondé le MAB (Mouvement des affectés par les barrages) lorsque le gouvernement brésilien a décidé de construire de nouveaux barrages. Le MAB n'est pas opposé à l'énergie hydraulique mais estime qu'elle est déjà largement suffisante pour couvrir les besoins réels de la population. J'aurai presque envie de dire les besoins de la

population réelle (face aux enrichis). Le problème ce sont en effet les intérêts économiques en jeu derrière la construction des barrages et la vente de l'énergie produite. Le grand slogan du MAB c'est « l'énergie pour quoi et pour qui »...Les amérindiens parlent eux de « zones de sacrifices » pour désigner ces territoires destinés à fournir matières premières et énergie au capitalisme. Ce discours anti-extractiviste croise celui en faveur des Biens communs puisqu'il s'agit de refuser à la fois la privatisation et les gaspillages. Il ne s'agit donc pas d'un discours purement savant mais pratique-pratique. La question de l'eau est ainsi emblématique car si les peuples s'opposent à la construction de grands barrages c'est parce qu'ils savent que, par exemple, en Equateur, les grandes exploitations agricoles qui représentent 1 % de la totalité des surface consomment 67 % de l'eau utilisée...c'est parce qu'ils savent que ce besoin de « toujours plus » d'eau est lié à l'extraction des minerais, aux puits de pétrole, aux gaz de schistes, etc.

Ce concept d'extractivisme prolonge donc celui de pillage des ressources. Il dénonce l'exploitation de la nature au plus bas coût mais aussi le fait que notre système ne peut perdurer sans continuer à accroître, toujours plus, l'extraction des ressources naturelles, la destruction des écosystèmes. Le projet Yasuni ITT (avec ses contradictions) est devenu aujourd'hui l'emblème de ce combat contre l'extractivisme. Mais comme le dit Alberto Acosta, le père du mouvement du Buen vivir en Equateur, l'initiateur du projet Yasuni-ITT et ex-président du Conseil constitutionnel, la meilleure façon, pour un européen, d'être fidèle au projet Yasuni-ITT, c'est de faire mille projets Yasuni, c'est-à-dire chez nous aussi de laisser dans le sous-sol les ressources les plus rares et les plus dangereuses. Pas d'extraction pétrolière en Equateur, pas de gaz de schiste chez nous ! Nous devons cependant immédiatement ajouter, avec nos amis d'Amérique du Sud, que si nous refusons l'extractivisme ce n'est pas pour remplacer le pétrole par une autre énergie (fut-elle renouvelable) afin de continuer à vivre comme avant...mais c'est bien pour changer nos façons de produire et de consommer. Alberto Acosta le dit dans le Sarkophage « le Bien vivre ce n'est pas le bien-être au sens de la société de consommation occidentale ».

Ce mouvement contre l'extractivisme peut servir de matrice à de nombreux combats contre les projets pharaoniques du capitalisme vert (aéroports, autoroutes, LGV, grands barrages, mégaprojets industriels, commerciaux, touristiques, etc). Notre réflexion est en effet assez bien avancée dans certains domaines comme dans celui de l'agriculture et de l'alimentation. Nous savons comment passer d'un modèle agro-industriel délocalisé, intensif, dépendant du pétrole, gourmand en eau, générateur de GES, incapable de nourrir sept milliards d'humains à une agriculture écologique, paysanne, reposant notamment sur des circuits courts, une agriculture donnant à chacun les moyens de vivre et permettant de refroidir la planète. Nous savons grâce aux luttes du Sud dénoncer non seulement l'extractivisme agricole, celui des monocultures (soja, huile de palme, etc), mais celui lié aux plantations d'arbres en régime de monoculture industrielle qui ne sont que la réponse aux besoins de l'industrie en cellulose, en papier, en agrocarburant, et même en Mécanismes dit de développement propre (MDP). Nous devons avancer vers un anti-extractivisme conquérant dans tous les secteurs. C'est tout le sens de l'appel à « changer le système, pas le climat ». C'est tout le sens de l'Accord des peuples, issu de la première conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la terre-mère, organisé à Cochabamba en Bolivie. Les adeptes de la croissance folle nous disent... « Allez prêcher l'objection de croissance aux

milliards de pauvres ». Mais nous ne leur prêchons rien. Nous nous mettons même à leur écoute. Ce sont eux qui parlent le mieux de remettre en cause le modèle économique croissant, le développementalisme, le culte de la techno-science.

2) Cette critique des grands projets inutiles imposés est aussi l'indice d'une nouvelle prise de conscience de l'écart qui se creuse entre une petite minorité d'enrichis et une immense majorité d'appauvris. Le slogan du mouvement des Indignés « nous sommes 99 %. Ils sont 1 % » témoigne de cette prise de conscience. Nous pouvons sans doute beaucoup plus facilement convaincre que nous n'avons rien à gagner à ces projets. Certains verront dans cette prise de conscience l'indice d'un retour à ce qu'on nommait autrefois les frontières de classes...Frontières de classe qui redeviendront plus visibles avec le mouvement de démoysennisation de la société (cette fin programme des classes moyennes dont témoigne, par exemple, en France cette génération des Bac + 5 à 1000 euros). Non les peuples n'ont rien à gagner à ces projets qui satisfont à la fois les logiques de profit du système mais aussi ses fantasmes de toute-puissance...

Cette critique des Grands projets inutiles imposés a aussi la vertu de remettre en cause le caractère prétendument « inévitable » des décisions de nos « maîtres ». Chaque fois que nous contestons un projet de ce type nous contribuons à « dénaturiser la société ». Nous montrons donc qu'un autre monde est possible.

Nous défendons ainsi l'idée qu'il n'existe pas une seule façon d'aménager la vi(II)e. Nous montrons qu'on peut bien mieux défendre le droit au déplacement en organisant la gratuité des transports en commun urbains qu'en généralisant autoroutes et LGV. Nous sommes donc du côté de la vraie démocratie qui est toujours de postuler la compétence des incompetents, de reconnaître que l'expertise des citoyens, des usagers vaut bien celle des spécialistes du système, que ces spécialistes ne sont là que pour éclairer les choix, car il est bien question de choix entre des possibles...En nous opposant aux Grand projets inutiles imposés nous ne disons donc pas seulement « Non à tout ce qui nous tue », nous disons aussi « Oui à la vie »...

C'est bien parce que notre combat est celui d'un surcroît de démocratie que nous n'entendons pas nous substituer aux gens pour décider ce qui est bon pour eux, contrairement aux concepteurs, aux décideurs ; aux aménageurs du capitalisme vert. Nous entendons rendre la parole aux citoyens et usagers, pas parler à leur place. C'est pourquoi nous ne hiérarchisons pas a priori nos combats, nos mobilisations. Il n'y a pas de lutte contre un grand projet qui soit initialement plus importante qu'une autre. Il n'y a pas non plus de liste savamment préétablie de ce que serait un projet nuisible. C'est aux gens d'en décider librement, quitte à ne pas nous satisfaire.

Les gens peuvent choisir de malvivre. A nous de continuer le combat ! Nous devons nous entendre sur le principe que toutes nos mobilisations se valent : refus de la construction d'aéroport, de nouvelles autoroutes, de lignes TGV ou LGV, de grands projets touristiques et de loisirs (type Disney, bulles tropicales à deux heures de Paris, etc), grands stades type « OL Land », Tramway-gadget et caution écolo, EPR, mégacentres commerciaux, touristiques, d'affaires, grands projets d'aménagements urbains, OGM, nanotechnologies, implantation des jeux olympiques, etc. Cette liste n'est pas limitative dans la mesure justement où il s'agit bien d'apprendre à articuler la critique spécifique d'un grand projet inutile imposé et une critique globale...Chacun de ces

grands projets inutiles imposés traduit l'idée d'une production qui devient toujours plus parasitaire, devient le symptôme d'un capitalisme prédateur qui ne peut plus réaliser des affaires qu'en saccageant la planète et en l'adaptant à ses besoins. Ces Grands projets inutiles imposés sont autant de manifestations d'une même junkproduction (production pourrie), une junkproduction qui s'étend sans limite (junkfood, junkfarming, junkspace, junkhealth, junkscience, junksport, etc).

Nous devons nous saisir des objets les plus visibles, les plus ordinaires. Nous avons mieux réussi la mobilisation contre McDo que contre Disneyland en raison justement de son caractère familial, de sa dimension hautement symbolique. Le combat contre les OGM est cependant un contre-exemple qui prouve la capacité à mobiliser sur un objet réputé difficile. Il faut pour cela trouver les bons mots...Il faut aussi oser des actes forts, des actes de désobéissance qui interpellent la population. Nous peinons en revanche à trouver les bons modes opératoires dans nos mobilisations contre la Wifisation, contre l'irradiation des aliments, les nanotechnologies, etc. Signe que chaque fois que le système nous enferme dans un logos prétendument scientifique...cela enferme dans un sentiment d'incompétence. Nous devons donc nous situer du côté de la réalité induite des modes de vie c'est-à-dire de la satisfaction des besoins sociaux, du côté du bon usage ou du mésusage.

Cette lutte contre les Grands projets inutiles imposés me semble aussi indispensable pour redévelopper notre sensibilité, pour redécouvrir, pas à pas, ensemble les conditions objectives et subjectives d'une malvie et d'une vraie vie. Nous avons trop estimé par le passé ce que le capitalisme a fait à la sensibilité. Ce système nous a largement insensibilisés à la fois sur le plan émotionnel et éthique. Nous devenons de ce fait moins capables de (re)sentir ce qui s'oppose à la vie bonne. Nous acceptons des transformations néfastes de notre cadre et de notre mode de vie, non pas parce que nous serions majoritairement bêtes ou manipulés, mais parce que notre sensibilité est atrophiée, parce que nous manquons d'imagination. La grande vertu de notre combat c'est justement de partir de l'extérieur du système (ce que nous ne faisons pas lorsque nous nous contentons de revendiquer une plus grosse part du gâteau), c'est aussi de partir du vécu, du quotidien, de l'ordinaire. Cela nous permet d'agir autant avec notre cœur et nos tripes qu'avec notre seule raison.

Nous avons su faire du combat contre McDo puis contre les OGM un temps fort du combat contre la malbouffe et pour le renouveau d'une agriculture paysanne. Nous gagnons plus facilement chaque fois que nous sommes capables de construire des alternatives : Bio local, AMAP, retour en régie de la restauration scolaire, etc. Nous peinons lorsque nous ne parvenons pas à faire renaître des alternatives...Quels types de loisirs opposer à la Disneylandisation rampante ? Quelles alternatives type Accueil-Paysan opposer dans les Comités d'entreprise aux marchands de voyage ? Nous connaissons trop bien les arguties de nos adversaires : on nous accusera toujours d'être contre tout, d'être des ringards, des pisse-froid, de préférer l'implantation d'un méga projet chez le voisin plutôt que dans notre propre jardin... La seule façon de désamorcer ces arguties est d'aller jusqu'au bout de la critique c'est à dire de proposer d'autres projets (Les paysans du Larzac en sont un bon exemple). Pour dire les choses de façon provocante : mieux vaut inventer, comme en Italie, Slow food face à McDo, que de simplement démonter un McDo comme à Millau... Nous devons avoir un discours (des contre projets ?) qui suscitent

le désir. Le grand enjeu n'est pas en effet d'en appeler à la responsabilité et encore moins de culpabiliser les gens, mais de donner envie de changer de société, de montrer qu'avec l'argent gaspillé, il serait possible de donner à chacun de quoi mieux vivre, avec la gratuité de l'eau vitale, celle des transports en commun urbains, celle de la collecte et du traitement des ordures ménagères, celle des services funéraires, etc.